

REGLEMENT DE CONSULTATION

Numéro de la consultation : *OFDT_25_AOO_S01*

Objet de la consultation :

Création de tableaux de bord et suivi de données et création et mise en place d'un Data Lake et prestations associées au bénéfice de l'OFDT.

Procédure de la consultation : Appel d'offres ouvert

Nature des marchés : Prestations de techniques de l'information et de la communication

Date et heure limite de remise des offres:

11/07/2025 avant 14H00 heure de Paris

REMISE ÉLECTRONIQUE OBLIGATOIRE

EN APPLICATION DES ARTICLES L. 2132-2 ET R. 2132-7 DU CODE DE LA COMMANDE
PUBLIQUE

Table des matières

Article 1- Identification du pouvoir adjudicateur	3
Article 2- Objet de la consultation	4
Article 3- Périmètre de la consultation	5
Article 4. Lieux d'exécution	6
Article 5. Variantes et PSE	6
Article 6. Considérations sociales	6
Article 7. Considérations environnementales	6
Article 8. Traitement de données à caractère personnel	6
Article 9. Information des candidats	7
Article 10. Jugement des offres	15
Article 11. Attribution des marchés	17
Article 12. Langue	18
Article 13. Voies et délais de recours	18

Article 1- Identification du pouvoir adjudicateur

Nom du Pouvoir adjudicateur :

OFDT (Observatoire français des drogues et des tendances addictives)

Groupement d'intérêt public

Représenté par :

Guillaume AIRAGNES – Directeur. Adresse : 69 rue de Varenne 75007 Paris

L'OFDT : missions et organisation

Présentation détaillée de l'OFDT

L'Observatoire Français des Drogues et des Tendances Addictives (OFDT) est un groupement d'intérêt public (GIP) créé en 1993. Il occupe une position stratégique dans le paysage institutionnel français en matière de surveillance, d'analyse et de diffusion de données scientifiques sur les usages psychoactifs, les conduites addictives et leurs impacts sociaux et sanitaires.

Mission centrale : l'OFDT a pour rôle de produire, centraliser et diffuser des connaissances scientifiques destinées à éclairer les politiques publiques de prévention, de santé et de sécurité. Il répond également à des saisines ministérielles, fournit un appui scientifique aux autorités publiques, et alimente le débat sociétal au travers de publications et d'études interdisciplinaires. Ces missions se déclinent à travers la réalisation d'enquêtes quantitatives et qualitatives, des partenariats institutionnels et une activité éditoriale soutenue.

L'expertise de l'OFDT s'appuie notamment sur un noyau de dispositifs d'observation structurés, parmi lesquels :

- ESCAPAD : enquête sur les consommations de substances psychoactives des jeunes à la fin de l'adolescence.
- EROPP : enquête sur les représentations et opinions à l'égard des psychotropes
- ESSPRI : étude sur les usages de substances en milieu carcéral
- SINTES : dispositif de veille sanitaire
- TREND : dispositif dédié à l'observation des usages émergents dans des contextes territorialisés

Ces travaux permettent de documenter aussi bien les comportements individuels que les dynamiques collectives, en croisant les regards épidémiologiques, sociologiques et statistiques.

L'OFDT est composé d'une équipe pluridisciplinaire d'environ 30 agents répartis entre trois pôles fonctionnels :

Pôle	Fonctions principales
Focus	Coordination des travaux de recherche, valorisation des résultats, animation des réseaux d'expertise
Data	Élaboration, conduite et analyse des enquêtes ; production des indicateurs chiffrés

SG (RH, finances, SI)	Gestion des moyens humains, techniques et budgétaires, dont les systèmes d'information
-----------------------	--

Les expertises mobilisées couvrent un large spectre disciplinaire : épidémiologistes, statisticiens, sociologues, politologues, documentalistes et spécialistes en traitement de données participent à la mise en œuvre des orientations stratégiques.

Dans le cadre de ses missions, l'OFDT développe des coopérations durables avec de nombreux acteurs institutionnels, parmi lesquels :

- organismes publics nationaux : Santé publique France, MILDECA (tutelle de l'OFDT), services statistiques ministériels (Intérieur, Justice, Santé)
- réseaux territoriaux : Fédération nationale des observatoires régionaux de santé (FNORS)
- partenaires académiques : laboratoires de recherche en sciences sociales et universités
- instances européennes : notamment l'EUDA (European Union Drugs Agency) dans le cadre de l'harmonisation des données à l'échelle européenne

Ce réseau partenarial garantit à l'Observatoire une approche intégrée et inter-institutionnelle, essentielle à la qualité, à la fiabilité et à la portée de ses analyses.

L'ensemble de ces éléments positionne l'OFDT comme un acteur public de référence dans le champ des addictions et renforce les exigences de robustesse, d'éthique et d'accessibilité qui orientent aujourd'hui sa stratégie de modernisation des dispositifs d'analyse, au cœur du projet décrit dans le présent cahier des charges.

Article 2- Objet de la consultation

La présente consultation porte sur la création de tableaux de bord et suivi de données et la création et mise en place d'un Data Lake (lake de données) et prestations associées au bénéfice de l'OFDT.

Les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.1 Déroulement général de procédure

2.1.1 Régime juridique de la consultation

Cette consultation est une procédure formalisée.

Elle est passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique (CCP).

Les marchés sont mono attributaires.

Modalités de financement des marchés

Les marchés sont financés sur fonds propre de l'OFDT.
L'acheteur conclura les marchés dans l'unité monétaire suivante : euro (€).

2.1.2 Durée

Le marché est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois, reconductible une fois pour une période de douze (12) mois, soit une durée maximale de vingt-quatre (24) mois.

La reconduction est expresse et non tacite. Elle sera notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur au plus tard trois (3) mois avant l'échéance de la période en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

Il s'agit d'un marché à mono-attribution par lot : un même candidat peut être attributaire d'un seul lot ou des deux lots, selon les résultats de l'analyse des offres.

Le titulaire sera tenu de respecter ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché.

2.1.3 Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122- 7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre de la présente consultation dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence sans excéder les montants de les marchés initial.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification des présents marchés.

2.1.4 Forme du prix

Il s'agit d'une consultation à prix mixte composé d'une part forfaitaire et une part à bon de commande.

La part à bon de commande est de 120 000 euros TTC.

Le budget global est de 400 000 euros TTC.

Toute offre dépassant ce budget sera déclarée inacceptable, la capacité de financement de l'OFDT étant strictement limité.

Article 3- Périmètre de la consultation

3.1 Allotissement

L'allotissement est établi comme suivant :

Lot 1 : Création de tableaux de bord et suivi de données

Lot 2 : Création et mise en place d'un Data Lake

Article 4. Lieux d'exécution

Les prestations sont exécutées en France précisément à Paris.

Article 5. Variantes et PSE

Les variantes ne sont pas autorisées.

La consultation ne fait l'objet d'aucunes prestations supplémentaires éventuelles.

Article 6. Considérations sociales

Les marchés comprennent des considérations sociales suivantes.

Stéréotypes, discriminations et égalité professionnelle :

Le titulaire du marché veillera à proscrire tout stéréotype et toutes situations professionnelles présentant un caractère discriminant et veillera à favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de l'équipe chargée du marché.

Afin de prouver cet aspect il devra transmettre à l'OFDT à la fin de chaque période de marché au plus tard le 31/12, **un tableau de suivi** sur la composition de l'équipe dédiée au marché, avec des indicateurs de suivi (parité, missions réalisées).

à l'adresse : marches@ofdt.fr

Article 7. Considérations environnementales

Dans une démarche de préservation de l'environnement, l'article L.2112-2 du Code de la commande publique est appliqué afin d'intégrer des exigences environnementales dans l'exécution des prestations. Le titulaire du marché devra mobiliser les moyens techniques nécessaires pour minimiser son empreinte carbone tout au long de la réalisation du marché.

Afin de prouver cet aspect, le titulaire devra transmettre à l'OFDT en fin de marché un bilan environnemental final conformément au modèle transmis en phase 2.

à l'adresse : marches@ofdt.fr

Article 8. Traitement de données à caractère personnel

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Coordonnées du délégué à la protection des données :
le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@ofdt.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et

des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

Article 9. Information des candidats

9.1 Contenu des documents de la consultation

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC, commun à tous les lots),
- Le CCAP commun à tous les lots,
- Le CCTP commun à tous les lots,
- DC1,
- DC2,
- DC4,
- Le fichier annexe financière correspondant à chacun des lots
- Le cadre de réponse (commun à tous les lots)
- Les fichiers de suivi des critères environnementaux et sociaux

9.2 Principes généraux sur les échanges électroniques

9.2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr)

9.2.2 Conditions de transmission des plis et candidature

Le dépôt électronique des plis et candidature s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE".

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme. Pour ce faire :

- Le candidat accède à la consultation avec le bouton « Accéder à cette consultation » depuis la colonne « Actions » du tableau de bord.

9.2.3 Puis, le candidat doit sélectionner l'onglet « Dépôt ».

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli. Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate- forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;

- module d'autoformation à destination des opérateurs;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers :

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les candidats ne peut excéder 1 Go.

Horodatage :

RC ODFT

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis et La "copie de sauvegarde" reçus après la date et l'heure limites fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde papier / électronique :

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « **Copie de sauvegarde** » ;
- **Intitulé de la consultation** ;
- **Nom ou dénomination du candidat.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Secrétariat général de l'OFDT
A l'attention de Mme Carole KURZYDLOWSKI
69, rue de Varenne 75007 Paris – France

Copie de sauvegarde électronique :

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation. Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

A cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées,
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

La copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Antivirus :

Le candidat doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

9.3 Échanges électroniques relatifs à cette consultation (candidature et offre)

9.3.1 Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard avant la date et l'heure limite de remise des plis indiqués au sein du présent règlement de la consultation.

9.3.2 Demande de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile, sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard les délais indiqués à l'article 2.1.2 du présent règlement de consultation.

9.3.3 Modification des documents de la consultation

Modifications majeures du dossier de consultation

Conformément à l'article R2151-4,2° du code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 15 jours entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

Modifications mineures du dossier de consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures et des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des plis.

9.3.4 Prolongation du délai de réception des plis

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration du pli n'est pas fournie au plus tard dans les délais indiqués par l'acheteur, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des plis est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

Documents relatifs à la candidature :

- Lettre de candidature (DC1)
- Jugements prononcés (Copie du ou des jugements prononcés au cas où le soumissionnaire est en redressement judiciaire).
- Déclaration de candidature (DC2)
- Déclaration de sous-traitance (DC4) Le candidat renseigne les montants HT et TTC de la partie du marché qu'il envisage de confier à un sous-traitant (Rubrique G) et coche la case de l'attestation sur l'honneur selon laquelle le sous-traitant qu'il déclare n'est pas dans un des cas d'exclusion des marchés publics (Rubrique K). Les sous-traitants peuvent être déclarés dès la candidature ou après la notification du marché et une annexe à l'acte d'engagement doit être produite attestant de leur acceptation par le titulaire du marché.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites. L'attestation de vigilance (au titre des obligations sociales), prévue à l'article L.243-15 du Code de sécurité sociale et délivrée par l'organisme de protection

RC ODFT

sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions dont relève le candidat (URSSAF, CGSS, Caisses du RSI, MASA...), doit être renouvelée tous les six (6) mois jusqu'à la fin du marché ;

- Un extrait de l'inscription au Registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ou de l'immatriculation au Répertoire des métiers ou de l'immatriculation au registre spécial des EIRL ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

Pour une entreprise établie à l'étranger : les pièces prévues à l'article D.8222-7 du Code du travail français. Les documents et attestations énumérés à l'article D. 8222-7 sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

L'absence de ces pièces ne vaut pas rejet de la candidature. Cependant, le marché ne pourra pas être attribué à un candidat dont l'offre aurait été retenue, s'il ne produit pas dans un délai qui sera fixé par l'Agence du Service Civique les certificats et attestations précitées.

CANDIDATURE DU CANDIDAT

Les candidats transmettent les justificatifs et moyens de preuves suivants concernant leurs candidatures :

La sélection des prestataires repose sur l'appréciation de capacités techniques avérées et de garanties concrètes, en adéquation avec les exigences spécifiques du secteur public, de la protection des données et de la business intelligence.

Références de projets comparables

Le candidat devra au titre des références similaires en présenter au moins deux, portant notamment sur des projets intégrant les dimensions suivantes :

- **Traitement et sécurisation de données sensibles**, idéalement dans le secteur public, la santé ou la recherche.
- **Volumes traités** supérieurs à plusieurs centaines de milliers d'enregistrements (*ex : data lake, plateformes BI*) ; le détail des volumes concernés (enregistrements, Go ou To) doit explicitement apparaître dans la fiche de référence.
- **Livrables produits** : précisez la nature des outils déployés (data lake, ETL, tableaux de bord), la configuration technique, ainsi que le périmètre du projet (nombre d'utilisateurs, données et formats gérés).

Qualifications des équipes projet

Pour chaque expert mobilisé sur le projet :

- **Organigramme détaillé de l'équipe dédiée**, mentionnant les fonctions clés (chef de projet, expert technique, spécialiste sécurité, analyste BI, etc.).
- **Expérience individuelle** : toute personne occupant un rôle de chef de projet ou d'expert technique doit justifier d'une expérience minimale de 5 années effectives sur des projets d'intégration et de valorisation de données à composante BI ou data (projets publics privilégiés).
- **CV synthétiques** sur une page maximum, faisant apparaître les projets significatifs, les spécialisations techniques et le secteur d'intervention.

Certifications éditeurs et reconnaissance sectorielle

Lorsque la solution proposée repose sur des outils du marché (ETL, data lake, cloud, reporting), la présentation des certifications suivantes est attendue :

- **Certifications officielles éditeur** en cours de validité :
 - *Microsoft Power BI Data Analyst Associate (PL-300)* ou *Azure Data Engineer Associate (DP-203)* pour les environnements Microsoft.
 - *Talend Data Integration Certified Developer* pour les solutions d'ETL Talend¹.
 - Certifications analogues pour tout autre environnement technique proposé (Snowflake, AWS, etc.).

Le **rapport d'audit sécurité** réalisé sur un projet antérieur, si disponible, est considéré comme un atout déterminant (traçabilité des mesures, conformité RGPD/RGS, plan de gestion des incidents).

Garanties structurantes attendues

- Fourniture de **justificatifs officiels** (certificats, attestations d'éditeurs, rapports d'audit, extraits de référence).
- Engagement écrit sur la **mobilisation effective des experts désignés** pour la durée totale du projet (aucun remplacement sans validation préalable par l'OFDT).
- Pour chaque lot technique clé (intégration, sécurité, restitution, accompagnement), obligation de désigner un référent identifié, joignable tout au long du projet.

Cette structuration garantit une analyse comparative rigoureuse des capacités réelles des candidats et constitue un critère d'admission obligatoire à l'étape d'évaluation des offres.

Tous les documents complémentaires que le candidat jugera utile (facultatif) ;

ATTENTION : Le candidat devra présenter les pièces ci-dessus ou tout moyen de preuve équivalent ; les documents fournis par le candidat devront permettre d'apprécier sa capacité à assurer les prestations prévues.

- L'acheteur peut demander de compléter le dossier de candidature s'il y a des pièces absentes

OFFRE DU CANDIDAT

Les candidats transmettent les justificatifs et moyens de preuves suivants concernant leurs offre technique et financière :

- A) **Offre technique (cadre de réponse technique) complété si souhaité d'un mémoire technique**
- B) **Offre financière (cadre financier)**

Tous les documents complémentaires que le candidat jugera utile (facultatif) ;

ATTENTION : Le candidat devra présenter les pièces ci-dessus ou tout moyen de preuve équivalent ; les documents fournis par le candidat devront permettre d'apprécier sa capacité à assurer les prestations prévues.

L'acheteur peut demander de compléter le dossier de candidature s'il y a des pièces absentes

Article 10. Jugement des offres

10.1 Critères de sélection des offres et candidatures

Il est procédé à la vérification de la conformité des offres et candidatures.

- **RECEVABILITE DE LA CANDIDATURE**

Les candidatures seront examinées au regard du niveau des capacités professionnelles, techniques et financières nécessaires à la bonne exécution du marché.

• **TRAITEMENT DES PIÈCES DE LA CANDIDATURE INCOMPLETE**

Au stade de la sélection des candidatures, en application de l'article R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur, peut permettre aux candidats de régulariser le contenu de l'enveloppe en cas d'oubli ou de production incomplète d'une pièce réclamée dans le dossier de la candidature dans un délai qui ne saurait excéder dix (10) jours à compter de la date de la demande de régularisation. Simultanément, les candidats pour lesquels aucune demande n'a été formulée, sont néanmoins informés de la possibilité de compléter leur candidature s'ils le souhaitent, dans le même délai.

• **OFFRE**

Sera déclarée irrégulière une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation.

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Ceci sera notamment le cas s'il est constaté :

- L'absence de fourniture d'une des pièces demandées ;
- Le non-respect des exigences des cahiers des charges (CCTP, CCAP, RC, etc.) ;

NOTE : En l'absence d'éléments répondant aux questions sur lesquelles OFDT souhaite avoir des précisions pour comprendre et juger l'offre du candidat, celle-ci sera déclarée irrégulière ne pouvant être analysée au regard des autres critères que le prix.

Chaque critère est noté **sur 10 points**, quelle que soit sa pondération. La note finale est la somme des **notes pondérées**.

Les **offres** seront classées en application des critères pondérés présentés dans la grille ci-dessous :

Critère principal	Pondération
Solution technique	50 %
Prix	20 %
Accompagnement, support & formation	10 %
Références et expériences similaires	10 %
Innovation et plus-value	10 %

En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le candidat retenu sera celui qui aura obtenu la meilleure note au critère le plus fortement noté.

RC ODFT

Les notes des différents candidats seront attribuées en fonction de l'offre du moins disant. Celui-ci obtiendra la note maximale sur le critère valeur financière. La note des autres candidats sera déterminée par application de la formule suivante :

$$N = \frac{\text{Offre la moins disante}}{\text{Offre du candidat} \times 30}$$

A l'issue des réunions, l'acheteur dresse un procès-verbal d'examen des prestations et d'audition des candidats et formule un avis motivé.

L'acheteur peut demander des clarifications, précisions ou compléments concernant les offres finales. Ces précisions, clarifications ou compléments ne peuvent avoir pour effet de modifier des éléments fondamentaux de l'offre ou des caractéristiques essentielles du Marché.

Le marché est attribué au vu de l'avis de la commission d'évaluation de l'acheteur.

L'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

10.2 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 11. Attribution des marchés

11.1 Documents à fournir

Seul l'attributaire par marché sera invité à signer son offre au terme de la procédure de passation.

L'attributaire devra fournir dans un délai fixé, dans le courrier l'informant que son offre est retenue, les documents suivants :

- *Un acte d'engagement complété, daté et signé par une personne habilitée à engager la société (si l'attributaire ne l'avait pas déjà signé dès le dépôt de son offre) ;*
- *Le pouvoir(s) de la personne habilitée à engager la société (un extrait Kbis ou équivalent, délégation de signature le cas échéant) ;*
- *Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;*
- *Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des administrations et organismes compétent ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance du certificat.*

Le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel

qualifié du pays.

Si l'attributaire pressenti recourt à des salariés détachés il doit produire les justificatifs exigés à l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Dans tous les cas, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer les marchés n'est pas tenu de fournir ces justificatifs et moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

11.2 Mise au point

Il peut être demandé au candidat auquel il est envisagé d'attribuer les marchés de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

11.3 Signature du marché

Les marchés sont signés par le candidat retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR1) qui lui est adressé par l'acheteur. Les documents à signer doivent l'être par une personne habilitée à engager le candidat.

Si le signataire n'est pas un représentant légal de l'opérateur économique, le dossier doit comporter l'acte lui donnant la capacité de signer.

Article 12. Langue

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

Article 13. Voies et délais de recours

Les voies de recours sont les suivantes :

- Référé précontractuel : avant la signature du marché (par les articles 1441-1 et 1441-2 du code de procédure civile) ;
- Référé contractuel : après la signature du marché (par l'article 1441-3 du code de procédure civile).

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Le tribunal compétent est :

le tribunal administratif de Paris
sis, 7 rue de Jouy - 75181 Paris cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00 –

Télécopieur : 01 44 59 46 46 **adresse internet :** <https://paris.tribunal-administratif.fr/>

Adresse email de contact :
greffe.ta-paris@juradm.fr

RC ODFT
